Conférence d'examen et de prorogation
de 1995 des parties au Traité sur
la non-prolifération des armes nucléaires

NPT/CONF.1995/PC.IV/SR.2
2 février 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

Quatrième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 2E SEANCE (PRIVEE)

Tenue au Siège, à New York,
le lundi 23 janvier 1995, à 15 heures

Président : M. PATOKALLIO (Finlande)

SOMMAIRE

Echange de vues

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être soumises dans l'une des langues de travail, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Bureau des services de conférence et services d'appui, bureau DC2-0794, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées dans un rectificatif.

La séance est ouverte à 15 h 30.

1. Le PRESIDENT annonce que le Gouvernement de la Bosnie-Herzégovine a adhéré par succession au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

ECHANGE DE VUES

2. M. ERRERA (France), parlant au nom des 15 pays de l'Union européenne, déclare que la prolifération des armes de destruction massive constitue l'une des plus graves menaces à la paix et à la sécurité internationales et que le risque que la prolifération fait courir à l'humanité dépasse les clivages simplificateurs entre le Nord et le Sud, entre les puissances nucléaires et les pays non dotés d'armes nucléaires, comme cela a été reconnu au niveau le plus élevé par le Conseil de sécurité dans sa déclaration du 31 janvier 1992.

3. L'Union européenne s'est résolument engagée en faveur d'une reconduction indéfinie et inconditionnelle du Traité sur la non-prolifération (TNP) parce qu'elle considère qu'un monde privé de TNP, ou avec un TNP affaibli, serait dangereux pour tous, notamment pour les pays qui se trouvent dans des régions de tension ou de crise.

4. La fin de la guerre froide a réveillé des antagonismes depuis longtemps endormis, et les conflits de la présente décennie attestent du regain des ambitions régionales. Les tentations de prolifération des armes de destruction massive accentuent encore les risques que de telles ambitions font courir à la paix et à la sécurité internationales. C'est ce qui explique la réaction sans précédent opposée par la communauté internationale tout entière aux tentatives de certains pays de se soustraire aux obligations qu'ils avaient librement contractées. La violation d'une norme aussi fondamentale que celle du TNP met en danger la sécurité de chacun. Il y a des risques, hier en Iraq, aujourd'hui en Corée du Nord et ailleurs, qui, tout simplement, ne sont pas acceptables.

5. En 1990, il y avait 142 pays parties au TNP. On en compte aujourd'hui 170. Ce progrès vers l'objectif de l'universalité est la preuve que le danger constitué par la prolifération des armes de destruction massive est bien compris. Récemment, l'Ukraine, la Moldova, le Turkménistan et l'Algérie ont déposé leurs instruments d'adhésion, et ce serait faire insulte à des Etats souverains de leur donner à entendre qu'ils ont consenti à des accords contraires à leurs intérêts.

6. Le TNP est un traité irremplaçable parce qu'il est l'unique instrument de droit international à vocation universelle dans le domaine de la non-prolifération nucléaire. En amenant la majorité des pays à renoncer à se doter d'armes nucléaires, il en prévient la dissémination; en contrepartie, les cinq puissances nucléaires ainsi que chaque Etat partie au Traité se sont engagés à poursuivre des négociations de bonne foi en vue de la cessation de la course aux armements nucléaires et en vue du désarmement nucléaire, et sur

/...

un traité de désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace. Le respect des obligations des parties rend possible le développement de la coopération technique en vue des usages pacifiques de l'énergie atomique et les accords de garanties généralisées signés par les Etats parties avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) permettent de vérifier que chaque Etat s'acquitte effectivement de ses obligations.

7. Le TNP est la clef de voûte du système international de non-prolifération et est quasi universel. Ce serait un paradoxe que le TNP soit le seul instrument juridique de cette importance à ne pas avoir un statut permanent.

8. Toute formule qui laisserait planer une incertitude sur l'avenir du Traité reviendrait à programmer sa disparition et lui ôterait sa crédibilité. Sans le TNP, il serait permis de douter des intentions d'autres pays et de l'avenir même du régime international de non-prolifération. Le soupçon nourrit le soupçon et de là peut naître la prolifération. La non-prolifération repose sur la confiance et la confiance suppose la permanence.

9. L'Union européenne a décidé, conformément aux conclusions du Sommet de Corfou de juin 1994, d'une "action commune" pour la permanence du TNP. Il convient de souligner que cette action commune est conduite par un groupe d'Etats nucléaires et non nucléaires et qu'elle a reçu l'appui des pays de l'Europe centrale et orientale. Il n'existe pas de meilleure preuve que la prorogation indéfinie et inconditionnelle du Traité est dans l'intérêt de tous. C'est maintenant le moment le plus propice à une telle décision, étant donné que depuis la fin de la guerre froide, des avancées très substantielles ont été réalisées en ce qui concerne le désarmement et le renforcement du système international de non-prolifération.

10. Les négociations sur les réductions des armes stratégiques (START), complétées par des mesures unilatérales, prévoient la réduction des réserves nucléaires des Etats-Unis et de la Russie, ce qui conduira au démantèlement d'un nombre considérable d'ogives dans les années à venir. L'entrée en vigueur du Traité START 1 en marge du Sommet de la CSCE à Budapest ouvre des perspectives pour une continuation du désarmement nucléaire. Les deux puissances nucléaires membres de l'Union européenne, la France et le Royaume-Uni, ont consenti aussi des efforts significatifs, d'autant plus remarquables qu'ils s'appliquent à des arsenaux sans commune mesure avec les précédents. L'Union européenne se félicite de ces évolutions qui sont conformes à l'article VI.

11. A Genève se poursuivent les négociations en vue de la conclusion d'un traité interdisant les essais nucléaires. Pour la première fois depuis l'apparition des armes nucléaires, les Etats dotés de cette arme ont clairement la volonté de conclure un traité universel qui soit internationalement et effectivement vérifiable et qui contribue à la prévention de la prolifération des armes nucléaires et au désarmement. La

/...

communauté internationale partage cette volonté et, dans la nouvelle phase de négociations qui va s'ouvrir, les pays membres de l'Union européenne sont résolus à continuer de soutenir activement ces négociations, qui constituent la plus haute priorité de la Conférence du désarmement.

12. L'Union européenne est favorable à l'ouverture de négociations en vue de la conclusion d'une convention pour l'interdiction de la fabrication de matières fissiles à des fins explosives. Pour contribuer à la lutte contre la prolifération, cette convention devra, elle aussi, être universelle et vérifiable.

13. L'Union européenne a proposé le renforcement du système des garanties de l'AIEA pour que cette dernière soit en mesure de vérifier avec une indiscutable efficacité le respect par les Etats des obligations qu'ils ont contractées. L'Union européenne considère comme légitime que les Etats non dotés d'armes nucléaires parties au TNP bénéficient de garanties de nature à renforcer leur sentiment de sécurité. Lors de la réunion du Conseil européen tenue à Essen, l'Union européenne a rappelé la préoccupation que lui inspire le trafic illicite de matières nucléaires, et une série de mesures ont été adoptées pour lutter contre ce risque nouveau.

14. Le processus de désarmement et de renforcement du système international de non-prolifération est bien engagé et sa poursuite repose naturellement sur la permanence du TNP. Si le TNP était fragilisé, cette dynamique serait cassée, les pays en développement, dont l'immense majorité respecte les engagements pris en matière de non-prolifération, verraient leur sécurité menacée et leur accès aux technologies nécessaires à leur développement serait plus difficile. L'Union européenne est disposée à coopérer dans ce domaine dans le cadre de contrôles internationaux efficaces, donc crédibles. Par conséquent, la généralisation de la règle des contrôles intégraux favoriserait les transferts de technologies et de matières.

15. Le TNP est un bon traité et il faut tout faire pour défendre sa pérennité pour le bien de tous. Il faut espérer que les débats de ce comité préparatoire, qu'il s'agisse des questions de procédure comme des questions de fond, iront dans ce sens. Pour leur part, les pays membres de l'Union européenne sont déterminés à y contribuer activement.

16. M. ERDÖS (Hongrie) déclare que la Hongrie est en faveur de la prorogation indéfinie et inconditionnelle du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et d'une adhésion authentique et universelle au Traité. La Hongrie est d'accord sur les critères exprimés par la France et insiste sur l'urgence et la nécessité de créer des conditions adéquates dans tous les sens du mot, pour le travail du Comité préparatoire et, avant tout, pour la Conférence elle-même. Il importe au plus haut point de laisser de côté les questions qui ne sont pas liées directement au Traité et à son fonctionnement et ne font qu'entraver les travaux du Comité et mettent en danger l'existence même du régime de non-prolifération. Rien ne doit gêner les travaux du Comité et de la Conférence.

/...

17. Le Traité sur la non-prolifération et tout le régime de la non-prolifération se sont heurtés à des difficultés, certaines étant étrangères au régime et d'autres émanant des Etats parties au Traité. La Hongrie, de même que la majorité des Etats parties au Traité, a entamé le processus préparatoire avec la ferme détermination de faire tout ce qui est possible pour créer des conditions favorables au succès de la Conférence. Il existe des motifs de préoccupation, car il reste beaucoup à faire dans le peu de temps dont on dispose. Par conséquent, il ne faut pas ménager les efforts afin que le Comité préparatoire puisse venir à bout de sa tâche et en fin de compte contribuer au succès de la Conférence de 1995.

18. M. WESTDAL (Canada) déclare que de grands progrès ont été réalisés dans la préparation de ce qui pourrait bien être la conférence multilatérale la plus importante de l'histoire en matière de limitation des armements. Il faut se féliciter de la modération et de la coopération pratique de la majorité des délégations. Il en faudra encore beaucoup pour approuver le règlement, l'ordre du jour et les documents précédents, afin d'asseoir sur une base solide le débat constructif sur les questions de fond que doit aborder la conférence sur l'examen et la prorogation.

19. Le Canada considère que le règlement doit être amendé le moins possible et qu'il convient de s'appuyer sur des normes simples bien adaptées au processus d'examen et aux questions juridiques liées à la décision en matière de prorogation, étant donné que les amendements qui concernent ces simples objectifs provoqueront probablement des divergences de vues.

20. En ce qui concerne le point 15, le Canada appuie la rédaction du projet rédigé par le Président, qui facilitera les travaux de la Conférence d'examen en vue de renforcer l'application du Traité.

21. En réponse à la demande d'une plus importante documentation concernant l'article IV, on ne doit pas demander à l'AIEA ni au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies d'aller au-delà de leur mandat ou de leur compétence. Néanmoins, comme le Canada comprend la nécessité de disposer d'une plus ample information sur les précédents, il remettra aux Etats participants un document sur la coopération nucléaire bilatérale du Canada, comme il l'a fait lors de la Conférence d'examen du TNP en 1990, et il demande aux autres Etats de participer aux activités de ce genre et de faire le nécessaire.

22. Depuis la réunion de Genève, des progrès ont été réalisés en ce qui concerne la défense et le développement du système de non-prolifération. Le TNP compte actuellement 170 Etats parties et il a presque atteint l'objectif de l'adhésion universelle qui contribuerait d'une manière extraordinaire à la sécurité collective et individuelle de tous les pays. L'Ukraine, le Bélarus et le Kazakhstan sont déjà parties au TNP, de sorte que les préoccupations à l'égard de la prolifération ont diminué dans cette région. Le Canada accueille avec satisfaction l'adhésion de ces Etats, ainsi que celle de l'Algérie et du Guyana, et est convaincu que d'autres Etats feront de même

/...

avant la Conférence d'examen et de prorogation. On a réussi à contenir le danger que constituaient l'Iraq et la République populaire démocratique de Corée pour le régime de non-prolifération. L'établissement d'une zone dénucléarisée en Afrique est imminent. L'AIEA poursuit son programme 93 + 2 visant à renforcer et à améliorer l'efficacité du régime des garanties. Le Canada apprécie hautement cette contribution qui démontre que le régime des garanties peut être adapté en vue de maintenir la confiance dans le régime international de non-prolifération nucléaire.

23. La Conférence du désarmement a également travaillé activement lors des négociations relatives à l'interdiction complète des essais, et le Canada demande à ses membres de redoubler d'efforts pour conclure dans les plus brefs délais un instrument juridique intégral et vérifiable interdisant à tout jamais tout type d'essais. Depuis longtemps, le Canada s'est prononcé en faveur d'un accord visant l'interdiction complète : c'est là une notion fondamentale pour la stratégie canadienne. L'Ambassadeur du Canada auprès de la Conférence du désarmement a été chargé de préparer un mandat de négociation permettant la création d'un comité spécial. Afin de contribuer à la bonne marche des travaux, le Canada a accueilli un séminaire sur les aspects techniques d'un accord visant l'interdiction complète, et il y a lieu d'espérer que les membres de la Conférence du désarmement pourront convenir promptement d'un mandat de négociation.

24. Le Canada a continué à élargir son réseau bilatéral de coopération aux fins des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Des accords de coopération ont été signés avec 31 pays développés et en développement et cette coopération ne serait pas possible sans l'existence du TNP qui constitue un engagement international contraignant en matière de non-prolifération nucléaire.

25. Le TNP répond aux intérêts fondamentaux économiques et de sécurité au Canada, ainsi qu'à l'intérêt commun de la paix et de la sécurité internationales. Le Traité doit être permanent parce qu'il empêche la prolifération, oblige les Etats possesseurs d'armes au désarmement, consacre les normes de comportement responsable, renforce la coopération nucléaire à des fins pacifiques et favorise l'établissement de zones dénucléarisées. Le TNP répond également aux intérêts économiques et de sécurité de chacun de ses Etats participants, indépendamment des conditions de sécurité de chacun d'entre eux. Le Traité crée la sécurité et ses résultats ne feront que croître et embellir avec une adhésion universelle.

26. Le Canada ne pense pas qu'on puisse douter de la valeur du Traité lors des débats du Comité préparatoire; on sait en effet que ce serait là faire bon marché des intérêts de sécurité de toute la communauté internationale. Il sera plutôt question de la durée de la propagation. Le Canada est profondément convaincu que le Traité doit être prorogé de manière indéfinie, et que toute autre option affaiblirait le Traité et, en définitive, le mettrait en danger.

/...

27. Ceux qui proposent une prorogation limitée doivent penser aux répercussions que cela entraînerait, car l'effet le moins souhaitable, maintenant ou à n'importe quel moment, consiste à mettre en danger l'article VI. La prorogation indéfinie ne garantira pas la possession d'armes nucléaires de la part d'un petit nombre d'Etats, mais au contraire les obligera à oeuvrer davantage en vue de leur élimination. En fait, mettre en danger le Traité qui consacre cette disposition constituerait un moyen étrange et risqué de tenir compte des préoccupations concernant la manière dont ce traité a été appliqué ou d'exercer une pression pour arriver à des progrès majeurs en matière de désarmement.

28. D'autre part, il convient de rappeler que le TNP prévoit la coopération et les échanges nucléaires à des fins pacifiques. Il est hors de doute que, pour le Canada, cette coopération se fonde sur les garanties d'une utilisation pacifique non explosive.

29. Quant à la prolifération nucléaire, si la fin de la guerre froide a permis d'éliminer l'affrontement entre l'Est et l'Ouest, qui menaçait de conduire à une catastrophe nucléaire, la menace d'une plus grande prolifération des armes nucléaires n'a pas disparu. Il faut renforcer le Traité, le rendre universel, le renforcer constamment par des examens créatifs, et le reconduire indéfiniment pour le rendre permanent. Le Canada n'épargnera pas ses efforts en ce sens, compte tenu de tout ce qui est en jeu pour les générations présentes et futures.

30. M. SHA Zukang (Chine) déclare que son pays a toujours été partisan de l'interdiction complète et de la destruction totale des armes nucléaires. Dans la nouvelle situation internationale, les chances d'y parvenir ont augmenté, ce qui permettrait à l'humanité de se libérer de la menace de la guerre nucléaire. C'est pourquoi, à la quarante-neuvième session de l'Assemblée générale, le représentant de la Chine a proposé de mettre au point une convention sur l'interdiction des armes nucléaires et une convention sur l'interdiction des armes biologiques et chimiques.

31. Tous les Etats possesseurs d'armes nucléaires doivent s'engager à les détruire complètement sous vérification internationale effective. La Chine espère que les Etats-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie appliqueront les traités de désarmement nucléaire en vigueur conformément aux conditions prévues et réduiront bien plus encore leurs arsenaux atomiques respectifs, ce qui créerait les conditions nécessaires au commencement de négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire avec la participation de tous les Etats possesseurs d'armes nucléaires, en vue d'élaborer une convention sur l'interdiction complète et la destruction totale des armes nucléaires.

32. En second lieu, le Gouvernement chinois attribue une grande importance au processus de négociation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et reconnaît entièrement les aspirations des Etats non possesseurs d'armes nucléaires dans ce domaine. La rédaction du Traité doit être terminée au plus tard en 1996. Des négociations sur cette question ont actuellement

/...

lieu à la Conférence du désarmement, qui a déjà préparé un texte provisoire officieux pouvant servir de base aux travaux futurs. La délégation chinoise participe activement à ces négociations et a présenté jusqu'à présent 14 documents de travail et de nombreuses propositions concrètes. La Conférence doit intensifier les négociations et garantir en même temps que le futur Traité interdira tous les essais d'armes nucléaires libérant de l'énergie atomique, sans exception de date ni de lieu. Toutefois, on ne doit pas empêcher ni limiter l'application de la science et de la technologie à des fins pacifiques, raison pour laquelle on ne doit pas interdire les explosions nucléaires à des fins pacifiques. Il convient cependant d'instaurer un mécanisme international de vérification rigoureux, efficace et juste afin de garantir l'efficacité du Traité.

33. En troisième lieu, la Chine estime que le TNP accorde à tous les Etats qui y sont parties et ne possèdent pas d'armes nucléaires, en particulier aux pays en développement, le droit de coopérer à l'échelon international, dans le cadre de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques et de se procurer la technologie et l'assistance nécessaires à leur développement économique national. La Chine, en tant qu'Etat partie et avant tout en tant que pays en développement doté d'installations industrielles nucléaires considérables, respecte rigoureusement les dispositions du TNP prescrivant l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins exclusivement pacifiques et coopère avec d'autres pays au développement dans ce domaine, coopération qui s'amplifiera à mesure que le pays progresse dans sa réforme et son développement économiques. D'autre part, tous les pays qui disposent d'installations nucléaires industrielles doivent promouvoir activement la coopération internationale à cet égard au profit du développement économique, en particulier des pays en développement.

34. En quatrième lieu, la Chine soutient que tout Etat possesseur d'armes nucléaires doit s'engager sans conditions à ne pas utiliser ni à menacer d'utiliser des armes nucléaires contre un quelconque pays non possesseur de telles armes ni contre une quelconque zone dénucléarisée, et à ne pas recourir le premier à l'utilisation d'armes nucléaires contre un autre Etat qui en possède. Elle comprend la préoccupation du Mouvement des pays non alignés concernant ces garanties et appuie leur proposition de rédiger un protocole à cet égard. La Chine a toujours soutenu que les pays possesseurs d'armes nucléaires doivent offrir des garanties de sécurité aux Etats qui n'en possèdent pas, sous forme d'instruments internationaux de caractère obligatoire, afin de surmonter le déséquilibre existant dans le TNP, étant donné que les Etats non possesseurs d'armes nucléaires, qui constituent l'immense majorité des Etats parties, ont pris, lors de leur adhésion au Traité, l'engagement juridique international de renoncer à acquérir ou à fabriquer des armes nucléaires; et ont en même temps soumis toutes leurs activités nucléaires à un régime de garanties internationales, conformément aux dispositions du Traité.

35. Le Gouvernement chinois a officiellement proposé il y a un an que les cinq Etats possesseurs d'armes nucléaires négocient un traité - dont le projet

/...

est remis aux participants - aux termes duquel chacun d'entre eux s'engagera à ne pas recourir le premier à l'utilisation de ces armes contre un autre Etat en aucune circonstance et à promouvoir l'élaboration d'un autre traité aux termes duquel ils seront tenus de ne pas utiliser ni menacer d'utiliser des armes nucléaires contre un quelconque Etat qui n'en possède pas ni contre une quelconque zone dénucléarisée. La Chine exhorte les autres Etats possesseurs d'armes nucléaires à accepter sa proposition afin que puissent commencer sans retard les négociations pertinentes.

36. M. MARÍN-BOSCH (Mexique) partage l'opinion exprimée par quelques orateurs, selon laquelle il convient de s'attacher à entamer une discussion productive au sujet de l'avenir du TNP et d'adopter une décision à cet égard afin que toutes les parties au TNP estiment que ses objectifs sont respectés.

37. Le Mexique préférerait que les parties au TNP procèdent à un examen, et si possible à un réajustement du Traité. Toutefois, à l'exception de la Chine, les Etats possesseurs d'armes nucléaires ont insisté en faveur de sa prorogation indéfinie et inconditionnelle. L'Union européenne, pour sa part, a affirmé que ce moyen respecterait les intérêts de la sécurité de tous les Etats et elle craint que le TNP ne se désagrège si l'on essaie de l'amender ou de subordonner sa prorogation à des conditions.

38. Quoi qu'il en soit, le Traité de non-prolifération et sa prorogation ne sont pas seuls en jeu. Au contraire, les résultats de la Conférence de 1995 doivent servir autant à renforcer le Traité lui-même qu'à élaborer un régime de non-prolifération nucléaire plus authentique, vraiment universel et non discriminatoire.

39. Il convient de se demander si la prorogation indéfinie et inconditionnelle du TNP est toujours dans l'intérêt des parties au Traité, si elle résoudra les problèmes de vérification de l'application mis en relief par le cas de l'Iraq, si elle résoudra l'actuelle situation trouble des pays que l'on appelle "les pays du seuil", si elle garantira que les Etats possesseurs d'armes nucléaires donneront à ceux qui n'en possèdent pas des garanties de sécurité suffisantes concernant leur utilisation éventuelle, si elle servira à arrêter la production de matières fissiles à des fins d'armement, si elle apportera une solution aux problèmes des stocks militaires et civils existants, si elle permettra de parvenir à un traité d'interdiction complète des essais nucléaires et si elle assurera l'adoption de mesures visant à éliminer définitivement les armes nucléaires. En somme, il convient de se demander si la prorogation indéfinie réussira à faire progresser la non-prolifération verticale et horizontale des armes nucléaires.

40. Cette dernière question est liée à celle des aspects moraux et juridiques des armes nucléaires, que l'Assemblée générale des Nations Unies examine depuis trois décennies. Chaque année, dans une résolution, l'Assemblée demande à la Conférence du désarmement d'entamer des négociations sur un projet de convention interdisant l'utilisation des armes nucléaires en toutes circonstances. Pour sa part, l'Organisation mondiale de la santé a

/...

demandé en 1993 un avis consultatif à la Cour internationale de Justice sur le fait de savoir s'il était légal d'utiliser ces armes. Finalement, à sa dernière session, l'Assemblée générale a approuvé une proposition par laquelle un autre avis était demandé à la Cour sur la question suivante :

"L'utilisation ou la menace d'utilisation des armes nucléaires est-elle autorisée dans une circonstance quelconque par le droit international?" Les Etats possesseurs d'armes nucléaires ne sont pas très satisfaits de ces demandes et la raison semble en être la même que celle qui les a conduits à plaider en faveur de la prorogation indéfinie et inconditionnelle du TNP, ce qui laisse entrevoir leurs véritables intentions en ce qui concerne la permanence des armes nucléaires.

41. Bien que tous les Etats dotés d'armes nucléaires aient commencé à revoir leur rôle à l'ère de l'après-guerre froide, les résultats ne sont ni clairs ni encourageants. L'OTAN a refusé pendant des décennies à adopter la doctrine de la "non-utilisation en premier", et la Fédération de Russie s'est maintenant ralliée à cette doctrine, ce qui fait que la Chine est l'unique Etat possesseur d'armes nucléaires qui adhère toujours à une politique de non-utilisation en premier. D'autre part, lorsqu'on demande à des Etats possesseurs d'armes nucléaires de donner des garanties négatives de sécurité aux Etats qui ne possèdent pas ce type d'armes, ils ne sont pas d'accord. Ils sont disposés par exemple à donner des garanties aux Etats parties au Traité de Tlatelolco, mais ils hésitent à faire de même à l'égard de chacun des Etats parties au TNP.

42. Quant à l'interdiction de la production de matières fissiles à des fins militaires, les pays qui produisent maintenant de l'uranium enrichi et du plutonium à des fins militaires et civiles, comme c'est le cas des Etats-Unis d'Amérique et de la Fédération de Russie, ont mis fin unilatéralement à leur production parce qu'ils ont déjà trop de matières de ce type. On a demandé que cesse toute production future, mais on ne dit rien des réserves existantes, y compris les matières fissiles utilisées dans des réacteurs civils et qui peuvent avoir également des applications militaires, question que doivent examiner de nombreux pays et qui a donné lieu à des débats passionnés tant à New York qu'à Genève.

43. A la veille de la Conférence de 1995, quelques questions fondamentales restent sans réponse. Chacun des cinq Etats possesseurs d'armes nucléaires et quelques-uns de leurs alliés ont adopté une position claire à l'égard de la prorogation indéfinie et inconditionnelle du Traité, mais en ce qui concerne des questions telles que le rythme des négociations d'un traité d'interdiction complète des essais, les explosions à des fins pacifiques, l'avenir de l'énergie nucléaire à des fins civiles et les garanties négatives de sécurité à l'égard des Etats non possesseurs d'armes nucléaires, l'impression générale est que tout se déroulera comme par le passé. Bien que la guerre froide soit terminée et que la compétition nucléaire entre les Etats-Unis et la Fédération de Russie semble diminuer, la relation entre les Etats possesseurs d'armes nucléaires et leurs propres armes nucléaires n'a pas changé comme on l'espérait, et ils continuent à s'appuyer sur elles sans paraître disposés à

/...

les abandonner dans un avenir prévisible. Ils cherchent également le moyen de perpétuer la dichotomie que le TNP établit entre ceux qui ont des armes nucléaires et ceux qui n'en possèdent pas, ce qui n'est de bon augure ni pour le TNP ni pour la non-prolifération nucléaire.

La séance est levée à 16 h 30.